



La souveraineté alimentaire ne se résume pas à produire plus, mais à produire autrement

Alors que la Loi d'Orientation Agricole (LOA) a confirmé l'objectif de 21 % de surfaces bio en 2030, garantissant une certaine cohérence des politiques publiques agricoles, le Salon de l'Agriculture 2025 a révélé une fracture inquiétante dans la vision de la souveraineté alimentaire. Annie Genevard, ministre de l'Agriculture, a déclaré : "la France doit produire plus pour manger mieux", rompant ainsi avec les orientations précédentes de transition écologique.

Ce discours reflète un modèle productiviste dépassé, qui pousse à l'intensification, à la concentration des exploitations et à la dépendance aux intrants chimiques et aux accords internationaux comme le Mercosur. Mais produire plus n'a jamais garanti une alimentation de meilleure qualité ni une juste rémunération des agriculteurs. La souveraineté alimentaire ne se mesure pas uniquement en tonnes de production, mais en résilience, en diversité des modèles agricoles et en préservation des ressources naturelles.

Un Salon de l'Agriculture qui débute dans un climat apaisé, mais sur fond de problèmes non résolus

Si le climat au Salon de l'Agriculture semble plus serein que l'an dernier, les causes profondes de la colère agricole restent intactes. Les revenus des agriculteurs sont toujours en berne, les différentes lois EGalim n'ont pas permis de rééquilibrer les marges et la précipitation du vote de la LOA avant l'ouverture du Salon interroge sur la véritable volonté du gouvernement d'apporter des réponses durables à la crise du monde agricole.

La souveraineté alimentaire ne peut pas être un simple slogan. Elle doit s'appuyer sur une production capable de garantir l'indépendance des agriculteurs, tout en préservant leur outil de travail : la terre, l'eau et la biodiversité. Or, les décisions politiques actuelles continuent de privilégier une agriculture intensive, fragilisant les exploitations et les rendant toujours plus dépendantes des marchés mondialisés et des accords commerciaux défavorables à l'agriculture française.

LOA : des objectifs affichés en bio, mais des reculs environnementaux inquiétants

Malgré les signaux positifs en termes d'objectifs et d'engagements nationaux et européens, le texte s'inscrit davantage dans une logique de dérégulation que dans une ambition de transformation du modèle agricole, s'apparentant à un festival anti-normes plutôt qu'une réponse concrète à la crise agricole. Elle entérine notamment le principe de "viabilité économique des exploitations", une notion floue et subjective qui pourrait devenir un filtre dans l'attribution des aides publiques.



Cette approche risque d'écarter des exploitations engagées dans une transition agroécologique, qui investissent sur le long terme dans des systèmes plus résilients face aux crises climatiques et économiques. Les indicateurs environnementaux sont pourtant alarmants. La qualité de l'eau ne cesse de se détériorer, la biodiversité s'effondre, et les impacts de l'agriculture intensive sur la santé publique sont de plus en plus documentés. Face à ces enjeux, seule l'agriculture biologique offre une alternative viable et durable. Cependant, elle reste sous-financée et fragilisée par des politiques publiques qui peinent à reconnaître ses bénéfices de long terme.

La souveraineté alimentaire passe par la résilience et la diversité des modèles agricoles

La crise agricole actuelle est avant tout une crise des revenus, pas une crise de production. Plutôt que d'encourager une fuite en avant productiviste, le gouvernement doit garantir des prix rémunérateurs et favoriser des modèles agricoles résilients. L'agriculture biologique répond pleinement à ces enjeux. Moins dépendante des intrants, elle permet aux agriculteurs de mieux maîtriser leurs coûts de production, tout en garantissant une meilleure préservation des ressources naturelles.

Elle génère également davantage d'emplois sur le territoire et continue d'attirer les nouvelles générations. Aujourd'hui, près de 50 % des porteurs de projets agricoles souhaitent s'installer en bio, preuve que ce modèle correspond aux attentes des agriculteurs de demain. Bio Nouvelle-Aquitaine poursuivra son engagement pour accompagner ces installations et structurer la transmission des exploitations. En lien avec France Services Agriculture, nous continuerons à former, conseiller et soutenir les agriculteurs engagés dans des pratiques plus vertueuses, pour garantir une agriculture qui soit à la fois économiquement viable, socialement juste et écologiquement responsable.

Il est temps d'arrêter les discours creux et de prendre des décisions politiques à la hauteur des enjeux agricoles et environnementaux. Produire autrement, c'est assurer un avenir durable aux agriculteurs, aux consommateurs et aux territoires.